

RÉUNION GOUVERNEMENTALE
**PRÉPARATIONS POUR LE 80E ANNIVERSAIRE DES MASSACRES
DU 8 MAI 1945, LUTTE CONTRE L'ENCOMBREMENT URBAIN
ET MESURES POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

Page 3

MCA VS JSK

**COMME AU BON
VIEUX TEMPS**

Page 14

ISSN : 1112-7449
MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 5206 | Jeudi 13 février 2025 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

ACCIDENTS DE LA ROUTE

**9 MORTS
ET 183 BLESSÉS
EN 24 HEURES**

Page 16

LA RÉACTION MAROCAINE À LA VISITE D'AHMED ATTAF EN SYRIE

ENTRE PROPAGANDE ET DÉSINFORMATION

Page 3

GRANDS PROJETS DES ZONES FRONTALIÈRES

**CAP SUR
LE DÉSENCLAVEMENT
TOTAL**

Page 5



**LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, SIFI GHRIEB,
L'A ANNONCÉ À PARTIR DE BOUMERDES**

**VERS LA CRÉATION D'UN RÉSEAU
NATIONAL DES FABRICANTS
DE PIÈCES DÉTACHÉES**

Page 5

LA RÉACTION MAROCAINE À LA VISITE D'AHMED ATTAF EN SYRIE

Entre propagande et désinformation

« L'arbre qui porte des fruits est toujours celui à qui l'on lance des pierres. » Ce proverbe arabe illustre parfaitement la situation actuelle du voisin de l'Ouest, qui a manifesté une vive réprobation suite à la récente visite du ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, en Syrie.

PAR HAMROUCHE MOUNIR

Cette visite, qui visait à renforcer les liens entre les deux pays, a provoqué une réaction immédiate, bruyante et déplacée, alimentée par une campagne de dénigrement véhiculée par les relais médiatiques marocains.

Cette agitation traduit avant tout l'incapacité du Maroc à accepter le rapprochement croissant entre l'Algérie et la Syrie. Plutôt que d'aborder les véritables enjeux diplomatiques de cette rencontre, certains médias marocains ont préféré diffuser une série de mensonges, de calomnies et de rumeurs. Cette tactique rappelle celle de Joseph Goebbels, le propagandiste du régime nazi, qui disait : « Plus un mensonge est répété, plus il devient une vérité. » Le royaume chérifien semble, une fois de plus, être tombé dans le piège de ses propres mensonges, en tentant de dépeindre la réalité d'une manière déformée.

L'un des principaux mensonges propagés par les médias marocains était l'affirmation que des soldats algériens et du Front Polisario combattaient aux côtés du régime syrien. Une accusation purement inventée, qui a été rapidement démentie par les autorités algériennes et syriennes. Mais les propagandistes marocains ont persisté, inventant une nouvelle fable



selon laquelle Ahmed Attaf aurait exigé la libération de ces soldats lors de sa rencontre avec le président syrien Bachar al-Assad, une accusation qui, elle aussi, a été formellement rejetée.

Ces attaques ne sont que le reflet d'un désir désespéré de dénigrer l'Algérie et de perturber la réalité des relations algéro-syriennes. L'objectif semble être de semer la confusion et de tromper l'opinion publique, mais ces efforts sont voués à l'échec, car ils se basent sur des fictions fabriquées de toutes pièces. En réalité, la rencontre entre Ahmed Attaf et Bachar al-Assad s'est concentrée sur des sujets bien plus importants, en particulier la réaffirmation de la solidarité de l'Algérie envers la Syrie. L'Algérie a exprimé son soutien indéfectible au peuple syrien dans sa quête de reconstruction nationale et d'unité. Ce climat de désinformation ne vise qu'à masquer les véritables enjeux. L'Algérie, loin des manœuvres subversives, cherche avant tout à renforcer les liens de solidar-

ité entre les peuples de la région. La Syrie, après plus de dix ans de guerre dévastatrice, œuvre à reconstruire ses institutions et à offrir à son peuple un avenir de paix et de prospérité. En soutenant ce processus, l'Algérie démontre une nouvelle fois son engagement envers la stabilité de la région.

Cependant, ces attaques répétées de la part du Maroc ne sont rien de plus qu'un cri désespéré. Elles montrent l'incapacité de certains acteurs à accepter l'évolution positive des relations diplomatiques entre l'Algérie et la Syrie. En effet, pour ceux qui s'agitent, toute avancée de l'Algérie dans le domaine diplomatique semble représenter une menace. Ces protagonistes ne semblent pas comprendre que l'Algérie n'a qu'une priorité : la paix, la stabilité et la solidarité régionale.

L'Algérie a prouvé qu'elle pouvait avancer malgré les bruits de fond et les attaques infondées. Les tentatives du Maroc de perturber cette dynamique ne

servent qu'à ternir son image à l'échelle internationale. L'Algérie, fidèle à ses principes de non-ingérence et de solidarité, continue de suivre une voie claire, reposant sur le dialogue et la coopération. Le Maroc, quant à lui, devrait peut-être se concentrer sur des actions diplomatiques plus constructives et moins sur la fabrication de mensonges. En tout cas, les relations entre l'Algérie et la Syrie ne sont pas mises en danger par ces attaques. Au contraire, elles en ressortent renforcées, car la vérité finit toujours par triompher des mensonges.

Comme le dit l'adage, « l'arbre qui porte des fruits est toujours celui à qui l'on lance des pierres ».

L'Algérie, forte de ses engagements pour la paix et la stabilité, continue d'avancer sereinement, tandis que ceux qui cherchent à entraver son parcours se retrouvent coincés dans leurs propres tentatives de manipulation et de propagande.

H. M.

LA LÉGITIMITÉ DE LA DEMANDE DE L'ALGÉRIE

Nettoyage des sites nucléaires contaminés par la France

La demande maintes fois adressée par l'Algérie à la France l'exhortant à nettoyer les sites contaminés par les explosions nucléaires dans le sud du pays, durant les années 1960, est "tout à fait légitime", a estimé le cofondateur et directeur de l'Observatoire des armements,

Patrice Bouveret. "La demande des autorités algériennes de nettoyer les sites est bien évidemment importante et tout à fait légitime", a déclaré, dans un entretien accordé, à l'APS, le directeur de l'Observatoire des armements, un organisme français indépendant spécialisé

dans l'expertise et la documentation liées, entre autres, aux essais nucléaires.

En décembre dernier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors d'un discours à la Nation devant les deux chambres du Parlement, avait appelé la France à nettoyer

les sites contaminés par les explosions nucléaires. "Ne nous donnez pas d'argent, mais venez nettoyer les sites que vous avez contaminés", avait-il insisté. En janvier, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Nadjiba Djilali, a indiqué que la France coloniale, responsable d'une catastrophe environnementale dans le sud du pays, devait "assumer pleinement ses responsabilités historiques, morales et juridiques dans l'élimination de ces déchets radioactifs".

Patrice Bouveret a déploré, à ce propos, le fait que les autorités françaises n'assument pas les conséquences de leurs actes. "Le principal blocage est l'absence de volonté politique des autorités françaises d'assumer concrètement les conséquences de leur politique nucléaire", a-t-il soutenu.

Interrogé au sujet de la loi Morin de 2010 dont le but, en théorie, est de permettre l'indemnisation des victimes des explosions nucléaires françaises, M. Bouveret a estimé que cette loi

avait pour réel objectif de limiter les bénéficiaires des indemnités. La loi Morin, du nom du ministre de la Défense lors de son adoption par le Parlement, "a malheureusement parfaitement rempli son objectif, à savoir donner le sentiment d'une prise en compte des conséquences sanitaires des explosions nucléaires réalisées par la France, mais en limitant, autant que faire se peut, le nombre de bénéficiaires d'une indemnisation", a-t-il soutenu, citant les chiffres insignifiants des personnes indemnisées notamment en Algérie, où seules deux personnes ont été indemnisées.

Pour cet expert, en plus du travail parlementaire, "des initiatives peuvent d'ores et déjà être prises par simple décret par le Gouvernement français pour, par exemple, élargir la liste des maladies ouvrant droit à une indemnisation ou également la modification des zones au Sahara dans lesquelles les personnes devaient résider pour que leurs dossiers soit acceptés", a-t-il dit.



RÉUNION GOUVERNEMENTALE

Préparations pour le 80^e anniversaire des massacres du 8 Mai 1945, lutte contre l'encombrement urbain et mesures pour le développement économique

Le Premier ministre algérien, Nadir Arbaoui, a présidé mercredi, une réunion gouvernementale importante, durant laquelle plusieurs propositions et mesures relatives à divers secteurs ont été abordées.

Selon un communiqué des services du Premier ministre, l'objectif principal de la réunion était de préparer les célébrations du 80^e anniversaire des massacres du 8 Mai 1945, un événement marquant dans l'histoire de l'Algérie qui continue d'alimenter la mémoire collective et les enjeux de réconciliation et de justice.

En parallèle, la réunion a permis d'évaluer l'avancement de certains projets dans le cadre du programme de développement du réseau routier d'Alger. Cette initiative fait partie de la stratégie des autorités publiques visant à résoudre les problèmes de congestion et de fluidité du trafic dans la capitale. Le Gouvernement s'efforce de moderniser les infrastructures et d'alléger la pression sur les artères principales de la ville, un défi majeur face à l'augmentation du nombre de véhicules et la croissance urbaine rapide.

L'accent a également été mis sur le secteur de la formation professionnelle et de l'entrepreneuriat. Le Gouvernement a pris connaissance d'un rapport sur la promotion de l'esprit entrepreneurial, avec un focus particulier sur les jeunes diplômés des établissements de formation professionnelle. Dans ce cadre, un plan d'action a été présenté visant à adapter les offres de formation aux besoins du marché du travail, à améliorer la qualité de la formation et à encourager les jeunes à se



lancer dans des projets entrepreneuriaux et dans des métiers indépendants. Cette initiative s'inscrit dans la volonté de renforcer l'économie nationale et de lutter contre le chômage, notamment en offrant des alternatives aux jeunes diplômés. La réunion a également permis d'examiner l'état des lieux des laboratoires d'analyse et de contrôle qualité. L'objectif est de renforcer les mécanismes de contrôle de la qualité des produits, lutter contre la fraude et protéger les consommateurs. La sécurité alimentaire et la confiance des citoyens dans les produits qu'ils consomment sont des priorités pour le Gouvernement, qui cherche à améliorer l'efficacité des dispositifs de surveillance. Par ailleurs, des mesures ont été prises pour assurer un approvisionnement continu du marché national en produits de consommation courante. Le Gouvernement a pris acte des actions entreprises pour sécuriser la chaîne d'approvisionnement et éviter toute pénurie de biens essentiels. Enfin, les

membres du Gouvernement ont également discuté des mesures relatives à la gestion du transport maritime. Un rapport a été présenté sur l'exploitation du parc national de transport maritime de passagers et de marchandises, visant à maximiser son utilisation et à améliorer la qualité des services proposés. Ce projet s'inscrit dans le cadre des réformes décidées par le Conseil des participations de l'État en avril 2023, visant à renforcer la contribution du secteur maritime au soutien de l'économie nationale et à accompagner la dynamique économique en cours dans le pays. En somme, cette réunion gouvernementale a permis de poser les bases de plusieurs réformes stratégiques dans des secteurs essentiels pour le développement du pays. Des efforts sont mis en place pour moderniser les infrastructures, encourager l'entrepreneuriat et renforcer la régulation économique afin de répondre aux besoins de la société et soutenir la croissance économique.

46^e SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UA

Attaf : « Il est crucial de préserver nos intérêts communs face à un contexte international qui néglige les principes et les valeurs »

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a affirmé que le contexte international actuel, marqué par une situation délicate et dangereuse, impose à l'Algérie et à ses partenaires de définir rapidement les meilleures stratégies pour protéger leurs intérêts communs.

Dans son discours lors des travaux du Conseil exécutif de l'Organisation continentale, en discussion du rapport de la Commission des représentants permanents, Attaf a souligné que le nouvel ordre international ne respecte plus les principes et les valeurs qui ont longtemps guidé les relations interna-

tionales. Attaf a indiqué qu'aujourd'hui, plus que jamais, l'Algérie a besoin de renforcer la cohésion au sein de ses alliances et de se consacrer à l'unification de ses efforts, tout en redoublant d'engagement pour atteindre les ambitions et objectifs communs.

Il a également évoqué la nécessité de réformer l'organisation continentale, soulignant qu'il est urgent de restaurer son rôle, sa stature et son autorité, qui ont été affaiblis au fil du temps.

Le ministre a précisé que le sommet en préparation représente une opportunité exceptionnelle pour rénover les structures de l'organisation, renforcer sa composition humaine et promouvoir nos aspirations collectives. Il a égale-

ment mis en avant l'importance de consolider les acquis tout en rectifiant les erreurs passées et en ouvrant de nouvelles perspectives pour défendre les priorités de l'Algérie face aux menaces extérieures.

Attaf a conclu en affirmant que l'Algérie souhaite une organisation forte et cohérente, régie par des normes strictes en matière de gestion financière et administrative.

Il a aussi exprimé le souhait que l'organisation joue un rôle prépondérant dans la gestion des crises et conflits qui secouent le continent, tout en remettant à l'ordre du jour la question du développement économique de l'Afrique sur des bases solides.

ALGER

Deux réseaux de passeurs clandestins démantelés

Dans le courant de la semaine dernière, les services de sécurité de la wilaya d'Alger, représentés par la deuxième circonscription de Police judiciaire et la Sûreté de la circonscription administrative de Bab El-Oued, ont démantelé deux réseaux criminels regroupant 14 personnes dans le cadre de tentatives d'immigration illégale et d'organisation d'immigration clandestine par voie maritime à l'aide d'un bateau de pêche, avec la saisie de tous les équipements utilisés dans l'activité criminelle, y compris le bateau équipé d'un moteur marin. C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué de la DGSN accompagné d'une vidéo. Les deux dossiers criminels ont été traités par la Brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite des personnes du 2^e Arrondissement de Police judiciaire de Bab Ezzouar et la 6^e Sûreté urbaine de Raïs-Hamidou en coordination avec la Brigade de Police judiciaire de Bab El-Oued. L'affaire actuelle a débuté après avoir reçu des informations sécuritaires selon lesquelles un groupe de personnes avait organisé des voyages secrets en bateau depuis les côtes algériennes vers les côtes étrangères. Des enquêtes sur le terrain ont ensuite été lancées, qui ont permis d'identifier 14 personnes, dont 05 ressortissants étrangers, qui se préparaient à l'immigration illégale. Le processus, qui s'est déroulé sous la supervision du parquet régional compétent, a abouti à la découverte et la saisie d'une barque motorisée, 30 jerricans contenant un totale de 600 litres de carburant, 4 gilets de sauvetage, 2 rames, 2 véhicules touristiques, ainsi que 440 millions de centimes. Après avoir accompli les procédures légales, les suspects ont été déférés devant le procureur régional compétent dans le cas de tentative de migration clandestine par voie maritime et de violation des procédures et réglementations liées à la sortie du territoire national, en possession d'un moteur sans permis.

**SOLIDARITÉ DURANT
LE MOIS DE RAMADHAN**
**Le Croissant-Rouge
algérien distribue
plus de 400
tonnes d'aides
alimentaires**

Le Croissant-Rouge algérien a lancé, hier, depuis Blida, sa grande campagne de solidarité pour le mois de Ramadhan, en distribuant plus de 400 tonnes d'aides alimentaires à travers différentes wilayas du pays. Cette opération, qui a démarré à partir de l'entrepôt central du Croissant-Rouge algérien à Blida, a été supervisée par la présidente de l'organisation, Ibtissem Hamlaoui. Elle a confirmé que cette initiative consistait en la distribution de plus de 400 tonnes de produits alimentaires et d'aides diverses destinées à différentes régions du pays. Ibtissem Hamlaoui a souligné que cette opération, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois, vise à soutenir les familles nécessiteuses à travers les différentes wilayas. Elle a également précisé que cette action s'inscrit dans le cadre du renforcement des valeurs de solidarité et de fraternité sociale.

AADL
**Vente aux
enchères
de 662
commerces
à Blida et Tipasa**

L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) a annoncé la mise en vente aux enchères de 662 commerces répartis entre les wilayas de Blida et Tipasa. Dans un communiqué, l'Agence a précisé que la vente aux enchères concernera 108 commerces réalisés dans le cadre du programme de vente en location, situé dans le quartier des 3.100 logements à Bouinan, wilaya de Blida. S'ajoutent à cela 49 commerces réalisés dans le cadre du même programme dans le quartier des 550/3750 logements à Meftah, wilaya de Blida, ainsi que 44 commerces dans le cadre du programme des 1.200/3.750 logements à Meftah, wilaya de Blida, et 73 commerces dans le programme des 1.300 logements à Meftah, wilaya de Blida. L'Agence a également mentionné la vente de 44 commerces réalisés dans le cadre du programme des 1.200 logements à Bou-Ismaïl, wilaya de Tipasa. En outre, 161 commerces et services seront mis en vente, dont 157 commerces et 4 services, dans le cadre du programme des 1.500 logements à Tipasa, quartier 01. Enfin, 95 commerces issus du programme des 1.000 logements à Tipasa, quartier 02, ainsi que 88 commerces et 10 services du programme des 1.273/1.500 logements à Tipasa, quartier 03, seront également mis aux enchères.

R. N.

RÉFORMES DANS LES TRANSPORTS

Sayoud appelle à l'amélioration des ports et transport universitaire

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a récemment appelé les responsables des entreprises de transport maritime à renforcer la collaboration et à intensifier leurs efforts pour améliorer les ports du pays et dynamiser le secteur.

PAR ROSA CHAOUI

Lors d'une réunion de coordination portant sur les secteurs du transport maritime et terrestre, il a insisté sur l'importance de travailler de manière collective et efficace pour le développement des infrastructures portuaires. Le ministre a souligné la nécessité d'exploiter pleinement les ressources humaines et matérielles disponibles, en mettant en place un fonctionnement continu 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, afin d'assurer un service ininterrompu dans les principaux ports du pays. Les ports d'Alger, Béjaïa, Annaba, Oran et Mostaganem, particulièrement importants pour l'économie nationale, seront au cœur de ces efforts pour améliorer leur efficac-



ité et leur performance. Afin d'optimiser le traitement des navires en attente, le ministre a insisté sur la réduction des coûts liés aux retards et a encouragé la participation active de tous les acteurs portuaires pour atteindre cet objectif avant la fin du mois. Par ailleurs, Sayoud a demandé une accélération des travaux en cours dans tous les ports, avec la mise en place d'une commission de suivi pour garantir l'efficacité du système de travail continu. L'un des points clés soulevés lors de cette réunion concernait le transport universitaire. Le

directeur général de l'entreprise universitaire de transport et de services a mis en lumière les obstacles rencontrés par cette institution, notamment l'état des bus, un problème que le ministre s'est engagé à résoudre pour garantir une meilleure qualité de service et atteindre les objectifs du secteur. Cette réunion marque un tournant dans la gestion des transports en Algérie, en visant non seulement à améliorer les performances des ports, mais aussi à lever les obstacles entravant le bon fonctionnement du transport universitaire. **R. C.**

ORAN

Lancement de la 7e édition du salon international de l'investissement

Hier, la ville d'Oran a lancé la 7e édition du Salon international de l'investissement dans les secteurs de l'industrie, de la construction, de la logistique et de l'exportation, avec la participation d'environ 150 exposants provenant aussi bien d'Algérie que de l'étranger. Cette édition, qui se déroule au Centre des conférences Mohamed-Ben Ahmed et se clôturera samedi prochain, accueille des entreprises en

provenance de plusieurs pays, dont la Chine, l'Inde, la Turquie, le Venezuela et l'Italie, qui représentent des secteurs variés.

Au niveau local, l'événement voit la participation de 45 groupes économiques publics opérant dans les secteurs de la construction, de l'énergie, de l'électronique et des mines. L'objectif est de « créer une dynamique efficace entre les acteurs économiques, encourager les parte-

nariats publics-privés et fournir un espace d'échanges entre les professionnels et les opérateurs économiques », comme l'a indiqué le commissaire de l'événement, Ahmed Hnèche. Le responsable a également révélé que 17 start-up issues de diverses universités, telles que celles de Oran, Tlemcen, Blida, Sidi Bel-Abbès, Boumerdès, Béjaïa, ainsi que des clubs scientifiques et des porteurs de projets innovants, disposeront d'un espace d'exposition pour interagir avec les acteurs économiques et explorer des opportunités de concrétisation et de financement de leurs projets. En marge du salon organisé par l'agence Sunflower Communication, des conférences et des débats seront animés sur des thèmes tels que « Les énergies renouvelables », « Le développement du tissu industriel via la sous-traitance », « La logistique et l'exportation », « Comment financer des projets via la bourse », « Les partenariats gagnants, la promotion de l'investissement et des exportations », entre autres.

R. N.



LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, SIFI GHRIEB, L'A ANNONCÉ À PARTIR DE BOUMERDES

Vers la création d'un réseau national des fabricants de pièces détachées

Il n'est secret pour personne, le manque de pièces de rechange automobiles se fait sentir de plus en plus, et leurs prix ne cessent de grimper, se pliant à la loi de l'offre et la demande.

PAR IDIR AMMOUR

En plus de la flambée des prix, cette pénurie occasionne beaucoup de désagréments aux propriétaires de véhicules, dont dépendent parfois leurs revenus et dans certains cas même leurs vies !

Toutes les marques sont concernées et il suffit juste de faire une virée à travers les différents marchés et magasins de pièces autos pour en faire le constat.

C'est désormais une situation amère du quotidien insupportable pour les propriétaires d'automobiles. Unanimentement, les propriétaires de magasins ont argué que le ralentissement des importations demeure le principal facteur de cette hausse. Force est de constater que le marché des particuliers n'est pas le seul à être impacté par ce problème de rareté. Celui des professionnels subit le même sort. Les services après-vente de certaines marques de voitures peinent, eux aussi, à satisfaire la demande. En plus de l'indisponibilité de



la pièce d'origine, laquelle seule peut garantir le bon fonctionnement et la durée de vie des véhicules neufs, les risques d'immobilisation des véhicules ou les risques d'accidents en cas de non-changement des organes vitaux sont à craindre ! Les mécaniciens, pour leur part, ne manquent pas cette opportunité à augmenter leurs tarifs, au grand dam des citoyens qui se retrouvent entre le marteau de la cherté des pièces de rechange et l'enclume des

frais de maintenance. Cette situation n'a laissé personne indifférent, tout le monde s'interroge à quand verra-t-on le bout du tunnel ? Le retour d'écho vient à partir de Boumerdes où le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a annoncé avant-hier une nouveauté, qui consiste en la création prochaine d'un réseau national des fabricants de pièces détachées pour les véhicules lors d'une visite de travail dans cette wilaya. En effet, il a révélé que « des

rencontres se tiennent actuellement au niveau de son département ministériel afin d'étudier et de suivre la création d'un réseau national des fabricants de pièces détachées regroupant les différents acteurs du domaine ». Ce réseau national « renforcera l'industrie des pièces détachées à travers le pays et permettra à l'Algérie de développer une nouvelle stratégie orientée vers l'industrie automobile », a ajouté Sifi qui a assuré, en inaugurant une unité de fabrication de freins automobiles à Larbaâche avoir ressenti chez les responsables de cette unité « la volonté du constructeur algérien d'investir le domaine de l'industrie automobile et des pièces détachées ».

I. A.

GRANDS PROJETS DES ZONES FRONTALIÈRES

Cap sur le désenclavement total

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Les wilayas frontalières vont bénéficier de projets structurants qui vont leur permettre un désenclavement total. Il est prévu dans ce chapitre les télécommunications, le renforcement du bâti, l'énergie et les ressources hydriques.

Initialement, le projet de développer ces zones frontalières a donné naissance à un statut de zones économiques en développement.

Selon les données du ministère de l'Intérieur, ces zones couvrent près de 40% de la population du territoire national.

Près de 500 milliards de dinars ont été retenus comme budget permettant de

financer les services de base des villes frontalières et lever ainsi le statut de « zones d'ombres » pour permettre leur essor.

Actuellement, un premier bilan permet d'apprécier des résultats sur les projets qui ont été soutenus dans leur réalisation. A commencer par les wilayas d'El-Tarf où 20 zones ont été raccordées au réseau d'énergie, de même que la wilaya de Naâma s'est vu disposée d'un réseau de panneaux solaires et il est prévu l'implantation de 300 autres unités prochainement. Dans le secteur des télécommunications, la région de Tamanrasset, Aïn-Guezzam et Illizi vont bénéficier d'un réseau d'implantation de fibres optiques et la modernisation entière du secteur de la poste.

Un enjeu crucial qui va déboucher également d'une fiche sur les opportunités d'investissement pour implanter des industries de base dans ces régions.

Le côté de la frontière de l'Ouest ne sera pas oublié puisque dans le cadre de la décentralisation, les nouvelles daïras et certaines wilayas déléguées vont bénéficier de projets d'investissements et de création de postes d'emploi dans le secteur minier, dont celui de Tindouf et Béchar est le plus opportun.

On annonce du coup l'implantation de nouvelles usines de traitement des pesticides pour les besoins agricoles, la refonte du réseau de rail pour le transport de marchandises, notamment dans l'axe Alger-Tamanrasset et l'autre reliant Béchar jusqu'aux confins de Timimoune et Adrar.

Pour cette année 2025, les pouvoirs publics vont se recentrer sur des projets où le tourisme saharien, l'agriculture maraîchère et la réalisation de nouveaux projets en ressources hydriques sont les plus indiqués pour consolider l'approche multisectorielle du développement dans ces zones.

Il est à rappeler que le Président de la République avait dernièrement instruit le Gouvernement à lever tous les obstacles sur les projets morts-nés et de les remettre au goût du jour au bénéfice des villes frontalières.

Actuellement, des grands groupes industriels locaux publics et privés sont en train de prospecter d'autres opportunités dans le domaine pharmaceutique, l'industrie du lait et produits dérivés, la promotion immobilière et les matériaux de construction.

F. A.



INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Une délégation omanaise visite le groupe "LaBelle" pour examiner les opportunités de partenariat

Une délégation d'opérateurs économiques omanais a effectué une visite au groupe "LaBelle" spécialisé dans les industries alimentaires dans la wilaya de Boumerdes, afin d'examiner les opportunités de partenariat dans ce domaine, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de l'Industrie.

La délégation omanaise, conduite par le ministre de l'Agriculture, des Richesses halieutiques et des Ressources en eau, Dr. Saud bin Hamoud Al-Habsi, a été accueillie par le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, et le wali de Boumerdes, Fouzia Naâma. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la visite de travail de la délégation omanaise en Algérie, pour le renforcement de la coopération économique entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire et des industries pharmaceutiques, et la concrétisation des résultats de la visite d'Etat du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à Mascate en octobre 2024, et de ses orientations dans ce sens, selon le communiqué.

MIDI

CULTURE

SOUTIEN AU LIVRE

Un programme en forte croissance pour 2025 en Algérie

Dans un contexte où la culture du livre en Algérie occupe une place centrale dans le développement intellectuel et éducatif du pays, le ministère de la Culture et des Arts a annoncé un renforcement considérable du programme de soutien au livre pour l'année 2025. Cette initiative a été dévoilée lors du lancement du Salon national du livre, un événement majeur de la scène culturelle algérienne, qui a ouvert ses portes lundi soir au Musée d'art moderne et contemporain (Mamo) à Oran.



SOUTIEN AU LIVRE

Un programme en forte croissance pour 2025 en Algérie

Dans un contexte où la culture du livre en Algérie occupe une place centrale dans le développement intellectuel et éducatif du pays, le ministère de la Culture et des Arts a annoncé un renforcement considérable du programme de soutien au livre pour l'année 2025. Cette initiative a été dévoilée lors du lancement du Salon national du livre, un événement majeur de la scène culturelle algérienne, qui a ouvert ses portes lundi soir au Musée d'art moderne et contemporain (Mamo) à Oran.



ture et pour promouvoir des valeurs telles que la curiosité intellectuelle, la créativité et l'échange d'idées.

Une dynamique d'inclusion et de sensibilisation à la lecture

Le Salon national du livre d'Oran représente également un moment privilégié pour mettre en lumière les défis auxquels le secteur du livre doit faire face.

La démocratisation de l'accès au livre, notamment dans les zones rurales et les régions périphériques, demeure un enjeu central. C'est pourquoi la fédération des maisons d'édition à travers le pays est devenue une priorité stratégique pour les autorités culturelles. Plus de 90 maisons d'édition nationales participent activement à cet événement, avec pour objectif d'élargir l'offre littéraire et intellectuelle disponible pour les Algériens.

Leur participation est essentielle pour enrichir le panorama culturel du pays et offrir aux lecteurs une variété d'ouvrages adaptés à leurs goûts et à leurs besoins.

La place du livre dans la société algérienne

Le livre est plus qu'un simple objet de consommation culturelle, c'est un véritable vecteur de développement pour la société algérienne. En mettant en place des politiques de soutien et des événements comme le Salon

Ce programme vise à encourager la lecture et à soutenir l'édition à travers une série d'actions concrètes et de mesures incitatives.

Une hausse significative du soutien au livre

Le ministère de la Culture et des Arts, dirigé par le ministre Zohir Ballalou, a mis l'accent sur l'importance de la lecture et de la diffusion du livre à l'échelle nationale. Selon Tidjani Tama, le directeur central du livre et de la lecture publique, le soutien au secteur du livre connaîtra une hausse substantielle en 2025 par rapport à l'année précédente. Cette décision s'inscrit dans le cadre des directives ministérielles visant à donner un nouvel élan à l'édition en Algérie, en mettant à disposition des ressources financières plus importantes, afin de

garantir une meilleure accessibilité au livre pour le public.

Plus de 88.000 exemplaires soutenus en 2024

Le programme de soutien au livre a déjà porté ses fruits en 2024, avec plus de 88.000 exemplaires de livres soutenus dans divers domaines de la création culturelle et intellectuelle. Ce chiffre reflète l'ampleur des efforts déployés par le ministère pour promouvoir la lecture et l'édition en Algérie. L'objectif est de continuer à encourager les éditeurs nationaux à publier et à distribuer des livres dans différents genres et disciplines, afin de garantir une diversité de contenus à destination de tous les lecteurs. L'initiative de soutien ne se limite pas à une aide financière directe, mais elle comprend également un accompagnement logistique pour les édi-

teurs. Ceux-ci bénéficient d'espaces gratuits au sein des salons du livre organisés à travers le pays, en plus de la prise en charge de leurs frais de séjour. Ce soutien est conçu pour encourager les éditeurs à poursuivre leurs efforts dans un secteur parfois confronté à des difficultés économiques, mais essentiel pour la diffusion de la culture.

Promouvoir l'accès au livre à travers le territoire

L'une des priorités de la politique culturelle du ministère est d'élargir l'accès au livre à travers tout le territoire national, en particulier dans les régions éloignées ou moins desservies. Dans cette optique, le ministère veille à organiser des événements culturels et des salons du livre dans différentes villes d'Algérie, afin de créer des passerelles solides entre les

livres, les auteurs, les éditeurs et les lecteurs. Le but est de susciter l'intérêt des jeunes et des adultes pour la lecture, tout en faisant en sorte que le livre devienne un élément de la vie quotidienne de tous les Algériens. Le Salon national du livre d'Oran, qui se déroule cette année sous le slogan "Oran, la ville qui lit", en est un exemple concret. Cet événement a pour vocation de rassembler les spécialistes du livre, les écrivains, les éditeurs et les lecteurs et de permettre la découverte de nouvelles publications et d'idées intellectuelles. Il est également l'occasion de célébrer la richesse littéraire et culturelle du pays et de favoriser les échanges entre les acteurs du secteur.

Un programme culturel varié au Salon du livre d'Oran

En parallèle des expositions et des stands de livres, le Salon national du

livre d'Oran offre une programmation culturelle riche et diversifiée, qui se poursuit jusqu'au 17 février. Cette édition prévoit des rencontres intellectuelles à la Maison de la culture et des arts Zeddour-Brahim Belkacem, des ateliers de formation, des spectacles interactifs autour de la lecture, ainsi que des activités liées aux beaux-arts, à la création littéraire et à la lecture créative.

Ces événements sont destinés à un large public, avec des programmes adaptés aux enfants, aux jeunes et même aux personnes en situation de handicap, grâce à des partenariats avec des associations culturelles.

Le ministère de la Culture a d'ailleurs insisté sur l'importance de ces actions inclusives, qui visent à rendre la culture du livre accessible à tous, sans distinction. Ces initiatives sont essentielles pour sensibiliser les nouvelles générations à l'importance de la lec-



national du livre, le ministère de la Culture souhaite renforcer la place du livre dans la vie quotidienne des Algériens, et notamment dans les écoles et universités. L'éducation, la lecture et la réflexion intellectuelle sont des piliers pour construire une société plus ouverte et plus cultivée. Le ministère ne cache pas sa volonté d'instaurer des ponts solides entre les auteurs et les publics, afin de rendre la lecture accessible à toutes les couches de la société, de la capitale jusqu'aux régions les plus éloignées. En encourageant les jeunes à découvrir la richesse de la littérature algérienne, arabe et mondiale, ce programme entend insuffler une nouvelle dynamique culturelle à l'ensemble du pays.

Une vision ambitieuse pour 2025

L'année 2025 s'annonce, donc, comme une année clé pour la promotion du livre en Algérie, avec des soutiens financiers renforcés, un accompagnement continu des éditeurs et une volonté politique claire de faire du livre un pilier du développement culturel national. Le ministère de la Culture, à travers des événements comme le Salon national du livre, entend bâtir une véritable culture du livre, en multipliant les actions en faveur de la lecture, de l'édition et de l'accès à la culture pour qu'à terme, l'Algérie devienne une véritable nation de lecteurs.

SCHIZOPHRÉNIE

Les chercheurs découvrent un lien entre deux protéines du cerveau

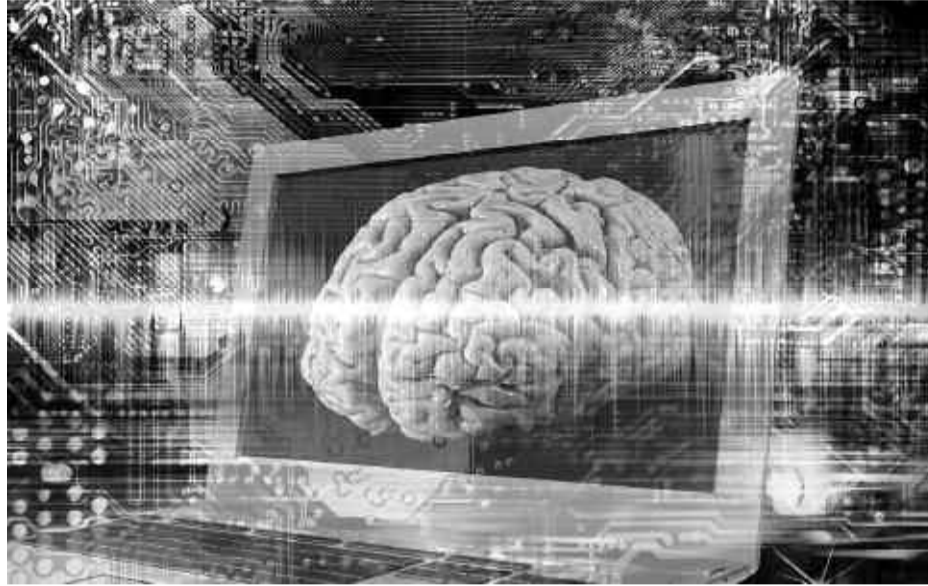
En étudiant les liens entre deux protéines présentes dans le cerveau, des chercheurs ont mis en lumière un mécanisme sous-jacent à la schizophrénie. Les protéines Kv3.1 et MAP6 se lient l'une à l'autre dans des conditions normales dans plusieurs régions du cerveau.

Lors d'expériences sur des souris, les chercheurs ont découvert que si cette connexion n'est pas bien faite, les rongeurs présentaient des symptômes de la schizophrénie. Cette découverte pourrait aboutir à de nouveaux traitements. La schizophrénie est une maladie psychiatrique chronique caractérisée par une perception perturbée de la réalité, des manifestations productives, comme des idées délirantes ou des hallucinations, et des manifestations passives, comme un isolement social et relationnel. Bien qu'elle touche 600.000 personnes en France, elle reste très mystérieuse. Des chercheurs de l'Ohio State University College of Medicine ont fait une découverte intéressante sur les mécanismes de la schizophrénie. Ils ont remarqué que deux protéines - qui se lient l'une à l'autre dans le cerveau et dont la connexion joue un rôle dans la mémoire, la régulation de l'anxiété et les mouvements - entraînent des symptômes de la schizophrénie quand elles ne sont pas bien liées entre-elles.

La connexion de deux protéines en cause

En étudiant le lien entre les protéines MAP6 et Kv3.1 présentes dans le cerveau, les chercheurs ont constaté que les souris qui n'avaient pas les gènes pour l'une ou l'autre des deux protéines présentaient des changements de comportement similaires. De plus, ils ont découvert que la perturbation de la connexion entre ces deux protéines avait un impact sur le comportement des rongeurs.

"Lorsque cette connexion ne se produit pas comme il se doit, ils ont constaté que



le comportement peut être affecté négativement - chez la souris, la perturbation de la capacité des protéines à interagir, l'hyperactivité accrue, la réduction de l'évitement des risques et une altération de la mémoire. Bien que les délires et les hallucinations soient des symptômes caractéristiques de la schizophrénie, la maladie englobe également des symptômes supplémentaires, y compris des problèmes de mouvement et de mémoire", précise le communiqué.

Lorsque les protéines ne se lient pas correctement, il n'y a pas suffisamment de Kv3.1 disponible pour maintenir cette fonction de contrôle dans les interneurons, qui sont des cellules spécialisées dans la transmission des signaux électriques dans le cerveau. Ce déséquilibre entre l'inhibition et l'excitation neuronales dans les régions cérébrales touchées peut contribuer aux symptômes comportementaux. "Ces deux protéines ne sont apparemment pas liées, et notre étude a fourni un lien entre elles qui n'a pas été reconnu auparavant", précise l'auteur principal Chen Gu, professeur agrégé de chimie biologique et de pharmacologie à l'Ohio State University College of Medicine dans un communiqué.

Cela peut commencer dans l'utérus

Une étude américaine a dévoilé une corrélation entre des mutations somatiques non

héréditaires in utero et le risque de schizophrénie à l'âge adulte.

Un patient touché par la schizophrénie peut souffrir d'une perception perturbée de la réalité, d'idées délirantes, d'hallucinations ou encore d'un isolement social.

L'origine de la schizophrénie est multi-factorielle

Pour la première fois, des chercheurs américains ont établi un lien entre la schizophrénie et des mutations somatiques qui ont lieu in utero.

Elle touche près de 600.000 personnes en France. La schizophrénie est une pathologie psychiatrique chronique, qui se caractérise par une perception perturbée de la réalité, des manifestations productives (idées délirantes, hallucinations...), et des manifestations passives (isolement social et relationnel).

Les mutations somatiques pourraient-elles être des facteurs de risque ?

L'origine de la schizophrénie est multifactorielle. "Son développement résulterait d'une interaction entre gènes et environnement, suggérant qu'il existe une vulnérabilité génétique précipitée par des facteurs environnementaux", a expliqué l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Dans une étude parue dans la revue Cell Genomics,

des chercheurs ont également observé un lien entre cette pathologie et les mutations somatiques, qui se produisent in utero, mais après que le matériel génétique ait été hérité. Cette recherche fait partie des premières à décrire la corrélation entre les mutations génétiques somatiques non héréditaires et le risque de schizophrénie. Pour les besoins de cette recherche, les scientifiques du Boston Children's Hospital (États-Unis) ont analysé les données liées aux génotypes et aux marqueurs de plus de 20.000 échantillons de sang de personnes touchées ou non par la schizophrénie. Les chercheurs ont alors observé que les gènes NRXN1 et ABCB11 sont associés à des cas de schizophrénie lorsqu'ils ont subi une mutation somatique in utero. Des chercheurs américains ont identifié environ 139 gènes de risque spécifiques au placenta et à la schizophrénie. L'origine de la schizophrénie est considérée comme multi-factorielle. "Son développement résulterait d'une interaction entre gènes et environnement, suggérant qu'il existe une vulnérabilité génétique précipitée par des facteurs environnementaux", explique l'Inserm sur sa plateforme en ligne. Toutefois, une étude américaine a récemment observé un lien entre la santé du placenta et l'apparition de cette pathologie psychiatrique. Les conclusions de ces travaux ont été publiées dans la revue Nature Communications.

139 gènes de risque spécifiques au placenta et à la schizophrénie

Lors d'une grossesse, le placenta joue un rôle essentiel dans le développement du fœtus. Il permet notamment l'échange d'oxygène et de gaz carbonique entre le bébé et sa mère, l'élimination de déchets, l'échange de nutriments ainsi que la synthèse de certaines hormones. Au cours de cette recherche, les scientifiques de l'Institut Lieber, situé à Baltimore (États-Unis), ont identifié près de 139 gènes de risque spécifiques au placenta et à la schizophrénie. Ils ont également révélé que certains de ces gènes associés à la schizophrénie influencent une fonction vitale du placenta, qui intervient dans les échanges de nutriments entre la mère et le bébé.

PUBLICITÉ

RÉUNION DE COORDINATION POUR AMÉLIORER LE TRANSPORT TERRESTRE À BLIDA

Un plan pour les nouveaux pôles urbains

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a présidé une réunion de coordination, mardi, afin de discuter des défis et des solutions pour améliorer le secteur du transport terrestre dans les nouveaux pôles urbains de la wilaya de Blida. Cette initiative fait partie d'un plan global visant à répondre aux besoins croissants en matière de transport dans ces zones en plein développement, où l'urbanisation rapide a engendré des exigences logistiques particulières.

La wilaya de Blida, située à proximité de la capitale, connaît une expansion urbaine importante, avec l'émergence de nouveaux quartiers et pôles urbains. Ce développement a généré une demande accrue de transport, notamment pour les habitants de ces nouvelles zones résidentielles qui nécessitent des solutions de transport adaptées. La réunion a ainsi abordé la nécessité d'ajuster l'offre de transport public afin de desservir efficacement ces zones en pleine croissance.

Renforcement des lignes de transport

Le ministre Sayoud a mis l'accent sur l'importance de définir des lignes de transport adéquates et d'assurer une flotte suffisante de bus pour répondre aux besoins des résidents. Il a donné des instructions claires pour déterminer le nombre exact de bus nécessaires et pour étudier l'extension des lignes reliant la capitale, Alger, aux villes voisines telles qu'El-Hamdania,



Maktah et Haouch El-Rih. Ce renforcement des lignes de transport est crucial pour désenclaver ces nouvelles zones urbaines, facilitant ainsi la mobilité des citoyens.

Le ministre a également souligné l'importance de trouver des solutions pratiques et immédiates, qui seront présentées lors de la prochaine réunion de coordination. Ce processus de planification est essentiel pour garantir une couverture optimale du territoire et un service de transport fluide pour les habitants de ces nouveaux pôles urbains.

Des défis à surmonter pour l'institution de transport

Au cours de la réunion, le directeur général de l'établissement universitaire des transports et des services a évoqué les défis auxquels fait face l'institution, en particulier la question de la situation des bus. Ces défis incluent non seulement la nécessité de renouveler et de maintenir la flotte de bus, mais aussi d'améliorer l'efficacité de l'infrastructure de transport existante. Le ministre Sayoud a réaffirmé son soutien à l'institution, soulignant qu'il est déterminé à lever les obstacles qui entravent son bon fonctionne-

ment. Ce soutien vise à permettre à l'établissement de remplir ses objectifs avec efficacité et à offrir un service de qualité aux citoyens.

Le ministre a également mis en avant la nécessité de prendre des mesures pour améliorer l'organisation du transport public en Algérie. Il a précisé que l'objectif à long terme est de garantir une meilleure gestion du transport terrestre, tout en assurant une plus grande accessibilité pour la population, en particulier dans les zones urbaines nouvelles.

Une coopération renforcée entre les acteurs du secteur

La réunion a réuni plusieurs cadres importants du ministère des Transports, dont le président-directeur général du groupe de transport terrestre de passagers, ainsi que les directeurs des transports des wilayas d'Alger et de Blida. Les discussions ont également impliqué le directeur des transports urbains et suburbains de la ville d'Alger et de ses environs (Etusa). Ce dialogue entre les différents acteurs du secteur est essentiel pour coordonner les efforts et aligner les stratégies afin de répondre de manière cohérente aux besoins du sec-

teur. La présence de ces responsables montre l'engagement du ministère des Transports à mettre en place une stratégie efficace pour gérer l'augmentation des besoins en transport dans les zones urbaines en développement. La collaboration entre ces acteurs vise à offrir un service de transport public efficace et fiable pour les citoyens.

En conclusion, cette réunion de coordination présidée par le ministre Saïd Sayoud marque une étape importante dans la mise en place de solutions pour améliorer le secteur du transport terrestre en Algérie, notamment dans les nouveaux pôles urbains de Blida. Le plan proposé vise à garantir une couverture adéquate des lignes de transport, à renforcer la flotte de bus et à soutenir les institutions de transport afin de garantir un service de qualité à la population. Cette initiative s'inscrit dans un effort plus large pour moderniser et développer le secteur du transport terrestre en Algérie, et constitue une réponse concrète aux défis de mobilité dans les zones urbaines en plein développement.

TRAVAUX PUBLICS

Rekhroukh reçoit un député de l'APN de la wilaya de Touggourt

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a reçu, mardi à Alger, un député de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la wilaya de Touggourt, avec lequel il a évoqué une série de préoccupations en lien avec le secteur dans cette wilaya, indique un communiqué du ministère. Lors de la rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, le député Lazhar Degla a soulevé les préoccupations de la wilaya portant essentiellement sur "la maintenance, la réalisation et la réhabilitation des infrastructures routières, au regard de leur importance dans le développement et leur contribution au désenclavement de la population", précise la même source. A cette occasion, M. Rekhroukh a mis en relief "l'importance de la contribution de son secteur au processus de renforcement du développement socio-économique de cette wilaya, à travers la poursuite du travail et l'intensification des efforts, en vue de promouvoir les infrastructures".

A ce titre, le ministre a souligné "la priorité accordée par le secteur aux opérations de maintenance des réseaux routiers, ainsi que son attachement à les préserver, en parallèle avec leur développement", ajoute le communiqué.

M. Rekhroukh a également assuré avoir pris en compte toutes les préoccupations abordées lors de cette rencontre et qu'il œuvrera à y répondre, en fonction des priorités et des moyens disponibles, a conclu le communiqué.

INTOXICATION AU MONOXYDE DE CARBONE À TLEMCCEN

3 membres d'une famille victimes d'un accident domestique

Ce matin, les services de la Protection civile ont été appelés à intervenir à 03h08 pour un grave incident d'intoxication au monoxyde de carbone, émanant d'un chauffe-eau défectueux dans la localité de Sidi Messahel, située dans la commune et la daïra de Tlemcen. L'accident a eu lieu dans une habitation où le chauffe-eau, qui ne disposait pas d'un système adéquat pour l'évacuation des gaz, a provoqué l'intoxication de trois membres d'une même famille. L'incident, survenu dans une maison familiale, a rapidement été signalé aux autorités compétentes, alertées par la détérioration de l'état de santé des victimes. La famille, composée de trois personnes

âgées de 9 à 42 ans, présentait des symptômes de difficulté respiratoire, un signe distinctif d'intoxication au monoxyde de carbone. Ce gaz incolore, inodore et extrêmement dangereux, est souvent libéré dans des espaces fermés lorsque des appareils de chauffage ou de chauffe-eau ne sont pas correctement ventilés.

Intervention rapide des secours

Les équipes de la Protection civile se sont immédiatement rendues sur les lieux pour fournir les premiers secours aux victimes. Après avoir pris en charge les membres de la famille, les secouristes ont procédé à leur

transport d'urgence vers l'hôpital local pour un traitement approprié. Heureusement, grâce à l'intervention rapide des autorités sanitaires et à la prise en charge immédiate, aucune victime n'a été signalée dans un état critique, bien que leur état nécessitait une surveillance médicale.

Cet incident met en lumière les risques associés à l'utilisation de chauffages ou d'appareils de chauffe-eau mal entretenus ou mal installés. En l'occurrence, le chauffe-eau impliqué dans cet accident ne disposait pas d'un conduit d'évacuation des gaz, ce qui a conduit à l'accumulation de monoxyde de carbone dans l'air intérieur du logement.

RENFORCEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE OMAN ET L'ALGÉRIE

Un avenir prometteur pour la coopération stratégique

La coopération entre le Sultanat d'Oman et l'Algérie semble se renforcer avec une série de projets ambitieux dans plusieurs secteurs stratégiques. Le président de l'Autorité d'investissement d'Oman, Abdessalam Al-Murshidi, a exprimé le désir de son pays de développer des investissements stratégiques en Algérie dans des domaines essentiels comme l'industrie pharmaceutique, la sécurité alimentaire, ainsi que dans les secteurs financier et des services.



Cette volonté de diversification économique et de coopération bilatérale s'inscrit dans le cadre d'une série d'initiatives pour renforcer les liens entre les deux nations, dont la visite récente des responsables omanais en Algérie.

Le voyage officiel d'Abdessalam Al-Murshidi en Algérie, accompagné du ministre omanais des Ressources agricoles, maritimes et en eau, Saud bin Hamoud Al-Habsi, ainsi que du ministre de la Santé, Hilal bin Ali Al-Subti, revêt une importance capitale. Il a été l'occasion pour les deux parties de discuter des opportunités d'investissement dans des secteurs vitaux. L'objectif principal de cette visite est de consolider les relations économiques entre le Sultanat d'Oman et l'Algérie, notamment dans des domaines jugés stratégiques pour l'avenir des deux pays, tels que l'industrie pharmaceutique, la sécurité alimentaire et l'agriculture.

Le président de l'Autorité d'investissement d'Oman a affirmé que les entreprises publiques omanaises ont l'intention de pénétrer le marché algérien dès 2025, à travers la mise en place de projets diversifiés. L'objectif est de renforcer la coopération économique entre les deux pays, mais aussi de participer activement à la diversification de l'économie algérienne. Le secteur privé omanais, réputé pour son dynamisme et sa capacité d'adaptation, est également appelé à jouer un rôle clé dans cette dynamique de coopération, en particulier à travers des projets d'investissements dans les secteurs non pétroliers.

Un secteur d'intérêt majeur pour les deux pays est celui de la sécurité alimentaire, un enjeu crucial à la fois pour l'Algérie et Oman. En Algérie, la politique nationale de sécurité alimentaire s'inscrit dans un processus de diversification de l'économie, visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à renforcer la production locale de produits alimentaires. De son côté, Oman, bien que jouissant de ressources naturelles importantes, cherche également à

diversifier son économie et à renforcer son secteur agricole. La collaboration entre les deux pays dans ce domaine pourrait offrir des solutions aux défis auxquels ils font face, en échangeant des savoir-faire, des technologies agricoles et en mettant en place des projets communs.

Un partenariat stratégique dans les secteurs agricole et maritime

Lors de cette visite, le ministre algérien de l'Agriculture, Youcef Chérif, a eu des discussions approfondies avec les responsables omanais, en particulier avec son homologue, Saud bin Hamoud Al-Habsi. Les deux parties ont exploré les opportunités de coopération dans le domaine agricole et de la pêche maritime, deux secteurs d'importance pour l'Algérie, en particulier dans le cadre du plan national de développement des cultures stratégiques. Ce plan vise à stimuler la production agricole dans les régions du sud du pays, tout en favorisant les investissements dans l'agriculture, notamment en ce qui concerne les cultures de rente et l'élevage.

L'Algérie, avec ses vastes terres agricoles, ses ressources en eau et son environnement favorable à l'agriculture, offre des perspectives intéressantes pour les investisseurs étrangers. Dans

cette optique, le Gouvernement algérien a mis en place des incitations attractives pour encourager les investisseurs, qu'ils soient nationaux ou étrangers.

Le nouveau code des investissements algériens, qui a été réformé récemment, offre une série d'avantages fiscaux et financiers pour les projets liés à l'agriculture, la pêche et les industries alimentaires.

Pour le Sultanat d'Oman, l'agriculture et la pêche sont des secteurs stratégiques pour la diversification de son économie. Bien qu'Oman dispose d'un secteur pétrolier florissant, le pays a entrepris des réformes visant à réduire sa dépendance à l'or noir et à stimuler des industries durables. La coopération avec l'Algérie dans ces secteurs permettra à Oman de renforcer ses capacités dans la production alimentaire, tout en contribuant au développement de l'agriculture algérienne.

Une coopération renforcée pour l'avenir

L'un des objectifs à long terme de cette collaboration est de renforcer les échanges commerciaux et les investissements dans des secteurs clés, notamment la logistique, le secteur financier et les services. L'Algérie, avec son économie en transition, cherche à diversifier ses sources de revenus et à attirer

des investissements étrangers dans des secteurs autres que le pétrole et le gaz. Oman, quant à lui, dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de la logistique et des services financiers, qui pourrait être mise à profit pour soutenir les projets algériens.

La visite d'Al-Murshidi et de ses collègues omanais marque une étape importante dans les relations bilatérales entre les deux pays. Elle constitue également un prolongement des discussions engagées entre les présidents Abdelmadjid Tebboune de l'Algérie et Haitham bin Tariq d'Oman lors de la visite de ce dernier en Algérie en 2024. Ces échanges de haut niveau ont permis de jeter les bases d'une coopération plus approfondie et de définir les grandes lignes des projets à venir.

Le ministre algérien de l'Agriculture, Youcef Chérif, a insisté sur le fait que cette visite représente la première concrétisation des résultats issus de cette rencontre de haut niveau entre les dirigeants des deux pays. En soulignant les atouts du secteur agricole algérien, il a rappelé que le Gouvernement algérien met en œuvre un plan ambitieux pour renforcer la production agricole et assurer la sécurité alimentaire. Ce plan inclut des initiatives visant à développer les infrastructures agricoles et à diversifier les cultures dans les régions du sud du pays, qui représentent une zone stratégique pour l'agriculture algérienne. En conclusion, la visite d'Abdessalam Al-Murshidi en Algérie marque un tournant dans les relations économiques entre les deux pays. La coopération dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie pharmaceutique et de la sécurité alimentaire pourrait offrir des opportunités considérables pour les deux nations, tout en contribuant à diversifier leurs économies respectives. Les discussions entre les responsables omanais et algériens ont posé les bases d'un partenariat stratégique qui pourrait se traduire par des investissements à long terme, générant des bénéfices pour les deux pays et renforçant leurs liens économiques. Cette collaboration représente également un modèle de coopération Sud-Sud, où les pays en développement peuvent s'entraider et partager leurs ressources et leurs expertises pour construire un avenir économique plus durable et équilibré.

TSGP : le ministre nigérian du Pétrole affirme l'engagement de son pays à réussir le projet

Le ministre d'Etat chargé des Ressources pétrolières de la République fédérale du Nigeria, Ekperikpe Ekpo, a affirmé, mardi à Alger, l'engagement de son pays à assurer le succès du projet du Gazoduc transsaharien (TSGP). Dans une déclaration à la presse au siège de la présidence de la République,

au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ainsi qu'à la délégation l'accompagnant, M. Ekpo a affirmé qu'il avait été décidé, lors de la 4e réunion ministérielle du comité de pilotage du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), "d'aller de l'avant et de relancer le

projet". Le ministre, qui était accompagné du représentant de la société nigérienne du pétrole et du gaz, qui visite l'Algérie pour participer aux réunions du groupe de travail conjoint aux côtés de ses homologues d'Algérie et du Niger, a affirmé qu'on "ne va pas renoncer au projet du gazoduc transsaharien".

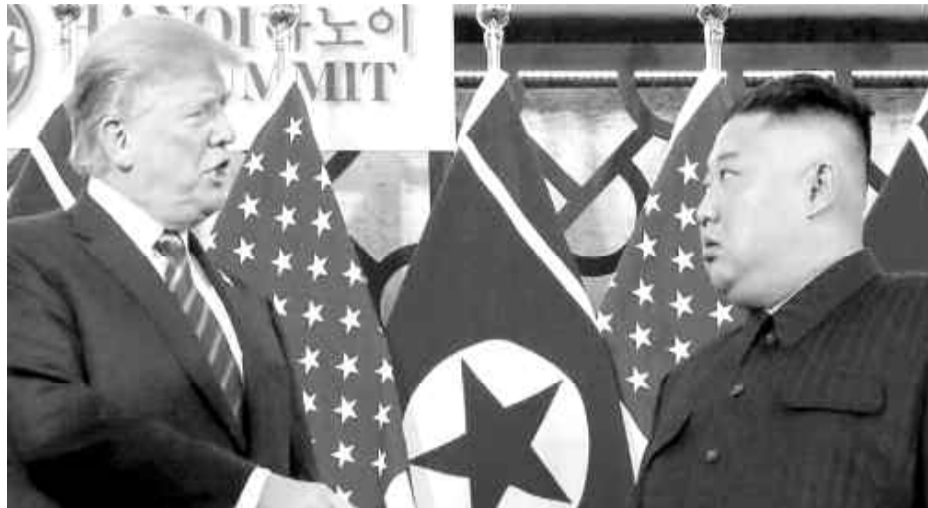
Après avoir souligné l'importance des décisions prises par les ministres des trois pays qui font suite aux conclusions de la réunion de l'équipe d'experts conjointe, M. Ekpo a affirmé avoir informé le président de la République des résultats réalisés et qu'il en était "satisfait".

LA CORÉE DU NORD CRITIQUE LA POLITIQUE DE TRUMP

Une réponse aux projets d'occupation de Ghaza et de domination mondiale

La Corée du Nord a réagi, hier, vivement aux récentes propositions de Donald Trump concernant l'occupation de Ghaza et la prise de contrôle de plusieurs régions stratégiques à travers le monde. Dans un communiqué publié par l'agence de presse officielle KCNA, le régime nord-coréen a qualifié ces projets de "ridicules" et a accusé les États-Unis de recourir au chantage pour atteindre leurs objectifs expansionnistes.

L'une des propositions les plus controversées de Trump est celle de déplacer les habitants de Ghaza et de transformer cette région dévastée par des décennies de conflit en une sorte de "Riviera du Moyen-Orient", un projet qui a choqué le monde entier. Pour la Corée du Nord, cette annonce ne fait que détruire les espoirs de paix et de sécurité pour le peuple palestinien. Dans un commentaire virulent, la KCNA a ajouté que l'intention des États-Unis de contrôler Ghaza, mais aussi le canal de Panama et l'île du Groenland, démontre une soif de domination qui



ne connaît aucune limite.

La souveraineté des nations mises en cause

Le communiqué nord-coréen a souligné que cette proposition américaine est non seulement absurde mais qu'elle viole également la souveraineté des nations concernées. "Les États-Unis doivent se réveiller de leurs illusions désuètes et cesser immédiatement d'outrepasser la dignité et la souveraineté des autres pays", a ajouté le rapport, tout en qualifiant Washington de "chanteur", une accusation forte à l'encontre de l'approche agressive de l'Administration Trump sur la scène internationale. Le rapport a également critiqué la volonté de Trump de rebaptiser le golfe du Mexique en "golfe de l'Amérique", une décision qui, selon la Corée du Nord, est un exemple supplé-

mentaire de l'impérialisme américain. En effet, ces mesures montrent une tendance inquiétante à redéfinir des frontières géographiques et politiques selon les désirs des États-Unis, sans tenir compte des droits et des volontés des peuples concernés.

Les relations entre la Corée du Nord et les États-Unis : une diplomatie complexe

Cette réaction intervient dans un contexte diplomatique tendu, alors que la Corée du Nord et les États-Unis continuent de s'affronter sur le dossier nucléaire. En février, la Corée du Nord a réaffirmé que ses armes nucléaires ne sont pas destinées à être utilisées comme un levier de négociation économique, mais qu'elles servent avant tout à défendre la nation contre des menaces extérieures. Pendant ce

temps, les États-Unis, sous l'Administration Trump, ont exprimé leur volonté d'établir des relations avec Pyongyang. Le président Trump avait déjà souligné que des relations amicales avec le leader nord-coréen, Kim Jong-un, seraient bénéfiques pour la stabilité mondiale. Cependant, malgré les rencontres et les échanges entre Trump et Kim, les avancées concrètes sur la question du nucléaire demeurent limitées.

Des tensions croissantes et des appels à la raison

Alors que les tensions entre la Corée du Nord et les États-Unis continuent de croître, l'Administration Trump semble être confrontée à des critiques internes et internationales concernant sa gestion de la politique étrangère. L'ancienne position de fermeté vis-à-vis de Pyongyang semble avoir évolué vers une approche plus diplomatique, mais les résultats concrets restent à voir. En parallèle, l'impérialisme économique et territorial des États-Unis, tel que dénoncé par la Corée du Nord, ne cesse d'alimenter les débats sur l'avenir des relations internationales et la question de la souveraineté des nations. Il est, donc, clair que la Corée du Nord restera un acteur clé à surveiller, notamment en ce qui concerne ses armes nucléaires et sa relation complexe avec les États-Unis.

R. I. /Agences

UN APPEL À UNE PAIX JUSTE EN PALESTINE

L'Égypte rejette l'expulsion des Ghazaouis

L'Égypte a exprimé, récemment, son souhait de renforcer sa coopération avec l'Administration américaine sous la direction du président Donald Trump dans le but de parvenir à une paix durable et juste au Moyen-Orient. Dans un communiqué publié par le ministère égyptien des Affaires étrangères, le pays a réaffirmé son engagement envers un règlement équitable de la question palestinienne, soulignant l'importance de respecter les droits des peuples de la région dans toute solution.

Une solution juste pour la Palestine et la région

L'Égypte insiste sur la nécessité d'une solution juste pour la Palestine, qui tiendrait compte des droits légitimes du peuple palestinien, notamment son droit à la souveraineté sur ses terres. En ce sens, le pays prévoit de présenter un plan détaillé et global pour la reconstruction du secteur de Ghaza, afin d'assurer la pérennité du peuple palestinien sur ses terres, tout en respectant les principes du droit international et des droits humains.

Ce projet ambitieux vise à répondre aux besoins urgents de la population

palestinienne, qui vit depuis des années dans des conditions difficiles à cause du conflit. L'Égypte a également exprimé son souci de maintenir les acquis de la paix dans la région, avertissant que toute proposition de solution ne devrait pas risquer de compromettre les avancées réalisées dans les processus de paix précédents.

La sécurité régionale au cœur des préoccupations égyptiennes

Le ministère des Affaires étrangères a souligné qu'il était crucial que toute vision pour résoudre la question palestinienne tienne compte de la stabilité et de la sécurité régionales. La menace de voir la situation en Palestine dégénérer en conflits pro-

longés ou en exacerbation des tensions pourrait non seulement nuire au peuple palestinien, mais aussi mettre en péril les acquis de la paix dans la région, dont l'Égypte a été un acteur clé. Dans ce contexte, l'Égypte appelle à une approche pragmatique qui mette en priorité les besoins humanitaires et les droits fondamentaux des Palestiniens, tout en cherchant à préserver la stabilité de l'ensemble du Moyen-Orient.

Un rôle actif dans la reconstruction et la paix

La position de l'Égypte s'inscrit dans une volonté plus large de jouer un rôle de médiation et de reconstruction dans la région. Le pays souhaite être un acteur central pour aider à la mise

en place d'une solution qui soit bénéfique non seulement pour le peuple palestinien, mais aussi pour l'ensemble des pays du Moyen-Orient, en visant à renforcer les liens de coopération, la paix et la stabilité à travers des initiatives régionales. En conclusion, l'Égypte se positionne comme un partenaire clé dans la quête de la paix au Moyen-Orient et appelle à un dialogue continu avec les États-Unis et les autres parties prenantes pour aboutir à une solution juste et durable. Le rôle de médiation de l'Égypte, son engagement pour les droits des Palestiniens et son souci de préserver la stabilité régionale sont des éléments essentiels pour une résolution pacifique du conflit qui dure depuis des décennies.

Ghaza : Au moins 92 martyrs et des centaines de blessés depuis le début du cessez-le feu

Au moins 92 Palestiniens sont tombés en martyrs et 822 autres ont été blessés par l'armée de l'entité sioniste depuis le début du cessez-le feu à Ghaza, ont indiqué les autorités sanitaires palestiniennes. Les secouristes palestiniens ont, par ailleurs, récupéré 641 corps, dont 197 n'ont pas été identifiés, depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, a déclaré Mounir al-Barash, directeur général des autorités sanitaires de Ghaza dans un communiqué. Depuis le début de l'agression sioniste contre la population palestinienne à Ghaza, au moins 48.219 Palestiniens sont tombés en martyrs et 111.665 autres ont été blessés, ont indiqué les autorités sanitaires dans un autre communiqué publié mardi.

R. I. /Agences

MCA vs JSK

Comme au bon vieux temps

Le Championnat algérien de football, la Ligue 1 Mobilis, nous réserve toujours des affrontements palpitants, mais aucun n'est aussi intense et suivi que le "Classico" entre le Mouloudia Club d'Alger (MCA) et la Jeunesse sportive de Kabylie (JSK).

PAR HAMROUCHE MOUNIR

Ce match, prévu pour aujourd'hui, promet d'être un spectacle riche en émotions et en enjeux. Les deux géants du football algérien, qui ont une rivalité historique de plusieurs décennies, se retrouvent à un moment clé de la saison.

Un duel sous haute tension

Le Mouloudia d'Alger, avec ses 28 points après 15 journées, occupe la tête du classement et fait figure de leader incontesté du Championnat. L'équipe dirigée par l'entraîneur Ben Yahia a montré une forme impressionnante depuis l'arrivée du Tunisien, avec une seule défaite à son actif. Toutefois, le MCA reste vulnérable après quelques revers, notamment une défaite surprenante contre le Chabab de Belouizdad. Cela montre que le club, bien qu'excellent, n'est pas à l'abri d'un faux pas.

De son côté, la Jeunesse sportive de Kabylie, bien qu'un peu en retrait avec 25 points, n'est pas non plus à sous-estimer. Avec une équipe solide dirigée par l'entraîneur José Zinnbauer, la JSK se prépare à tout pour bousculer le leader. La formation kabyle a montré un bon visage lors de la phase aller. Ce match contre le MCA pourrait être l'occasion rêvée pour la JSK de revenir dans



la course au titre, ou à tout le moins de se rapprocher des premières places.

Les enjeux : une place en tête du classement

Le Mouloudia d'Alger sait que ce match est crucial pour son maintien à la tête du Championnat. Une victoire sur son éternel rival kabyle lui permettrait non seulement de rester leader, mais également de prendre une sérieuse option sur le titre. Le MCA devra faire preuve de rigueur tactique et d'efficacité offensive pour faire la différence. Des joueurs comme Bourasse, qui a été l'un des meilleurs éléments de l'équipe, devront être au sommet de leur forme pour animer le milieu de terrain et alimenter l'attaque.

Pour la JSK, une victoire serait tout aussi décisive. En s'imposant au stade du 5-Juillet-1962, les Kabyles pourraient non seulement semer le doute chez les rivaux algérois, mais aussi se relancer complètement dans la bataille pour le titre. L'entraîneur Zinnbauer mettra probablement en place une tactique défensive solide tout en exploitant les espaces laissés par la défense du

MCA, qui reste parfois vulnérable sur les contres.

Les joueurs clés à surveiller

Du côté du Mouloudia, l'attaque sera sans doute un des points clés de ce match. L'attaquant phare du club, Naidji, devra être en mesure de répondre présent et d'apporter sa contribution offensive. Sa capacité à se démarquer dans la surface de réparation sera essentielle pour concrétiser les occasions créées par le milieu de terrain. À ses côtés, Amine Messoussa pourrait être un facteur déterminant. Sa technique et sa créativité dans le dernier tiers du terrain sont des atouts précieux pour le MCA. Pour la Jeunesse sportive de Kabylie, l'un des joueurs à suivre sera le défenseur central Madani, qui incarne la solidité de la ligne arrière kabyle. Son rôle sera crucial pour stopper les attaques du Mouloudia et assurer une défense infranchissable. En attaque, l'explosif Boudbouze pourrait être l'arme fatale pour la JSK. Son agilité et sa capacité à dribbler les défenseurs pourront poser de réels problèmes à la défense algéroise.

Les statistiques et les précédentes confrontations

Les statistiques des confrontations directes entre le Mouloudia d'Alger et la Jeunesse sportive de Kabylie montrent une rivalité de haut vol. Sur les 34 dernières rencontres entre les deux équipes depuis 2005, le Mouloudia a remporté 11 victoires, la JSK en a remporté 13, et 10 matchs se sont terminés sur un nul. Ce bilan équilibré est le reflet de la compétitivité de cette rivalité. Les deux équipes se battent à chaque fois pour le prestige et la suprématie, ce qui rend chaque affrontement d'autant plus excitant et imprévisible.

Les supporters : un match sous haute pression

Les supporters des deux équipes attendent ce match avec impatience. Les supporters du Mouloudia d'Alger se feront entendre au stade du 5-Juillet-1962, avec leurs chants et leurs tifos. De l'autre côté, les supporters de la JSK auront à cœur de soutenir leur équipe dans ce qui est l'un des matchs les plus importants de la saison. Cette ambiance chaude et passionnée pourrait jouer un rôle décisif dans le moral des joueurs. Ce match entre le Mouloudia d'Alger et la Jeunesse sportive de Kabylie est plus qu'un simple affrontement sportif. C'est un match où l'histoire, les émotions et les enjeux se rencontrent. Le MCA, fort de sa position de leader, cherchera à maintenir son ascendant, tandis que la JSK mettra tout en œuvre pour réaliser un coup d'éclat et se relancer dans la course au titre. Les amateurs de football algérien peuvent s'attendre à une rencontre de très haut niveau, avec des stars en action et un spectacle garanti. La Ligue 1 Mobilis continue de nous offrir des moments inoubliables, et ce Classico promet d'être l'un des points d'orgue de la saison.

LE DIRECTEUR SPORTIF DE BREST PARLE DE SES CHOIX MANQUÉS

Lorenzi évoque Belaïli et son regret sur Benrahma

Le directeur sportif du Stade Brestois, Grégory Lorenzi, a récemment évoqué l'expérience du joueur algérien Youcef Belaïli au sein de son équipe pendant la saison 2022-2023. Dans une interview accordée au quotidien "L'Équipe", Lorenzi a partagé son point de vue sur les difficultés rencontrées par son équipe, en particulier en ce qui concerne l'arrivée de Belaïli.

Un recrutement sous pression, mais des performances satisfaisantes

Lorenzi a expliqué que le

recrutement de Belaïli n'a pas été une décision facile. "Lorsque Romain Faivre a quitté l'équipe, nous avons d'abord pensé à un jeune joueur pour le remplacer, Magnus Akliouche. Cependant, l'entraîneur Michel Der Zakarian a préféré un joueur plus expérimenté, ce qui a conduit à l'arrivée de Belaïli." Malgré cette pression, Belaïli a montré des performances solides, disputant 19 matchs avec Brest, inscrivant 3 buts et délivrant 4 passes décisives. Il a même été élu meilleur joueur du mois de mai 2022, soulignant ainsi la qualité de son apport sur le

terrain. Cependant, Lorenzi a souligné qu'il y avait eu des problèmes liés à l'adaptation du joueur à l'identité du club. Selon lui, lorsqu'un joueur ne respecte pas pleinement l'identité du club, cela peut entraîner des difficultés de performance et de relation avec la direction, ce qui semble avoir été le cas avec Belaïli à Brest.

Des regrets concernant Benrahma

Dans cette même interview, Lorenzi a exprimé des regrets concernant une opportunité manquée de recruter un autre

talent algérien, Saïd Benrahma. Il a révélé qu'il avait envisagé d'engager Benrahma lorsqu'il évoluait à Châteauroux pendant la saison 2017-2018, mais que l'entraîneur de l'époque avait rejeté cette idée. Ce recrutement manqué de Benrahma, qui a depuis fait ses preuves en Premier League avec West Ham, est un regret pour le directeur sportif de Brest. Cette réflexion sur les expériences passées met en lumière les défis auxquels les clubs doivent faire face lors des recrutements et la manière dont les choix de joueurs peuvent impacter la dynamique d'une équipe.

BASKET-BALL

Le Widad de Boufarik remporte la Supercoupe face à l'USM Alger

L'équipe de Widad Boufarik de basket-ball a remporté la Supercoupe d'Algérie, après sa victoire contre l'Union sportive de la Médina d'Alger (USM Alger), lors du match final qui a eu lieu à la salle Harcha-Hassen à Alger. Le match s'est terminé sur une victoire de Widad Boufarik avec un score de 70 à 58, dans une rencontre très disputée, qui a attiré un grand nombre de supporters des deux équipes. À cette occasion, la Fédération algérienne de basket-ball a félicité le Widad de Boufarik pour son titre de champion de cette édition de la Supercoupe.

**NEW YORK,
SECTION CRIMINELLE**



21h25



La fille d'un ancien ambassadeur est retrouvée brutalement assassinée à son domicile. Les inspecteurs Goren et Eames commencent par interroger son ex-petit ami rongé par la jalousie. Mais ils découvrent alors un autre corps sans vie avec une scène de crime similaire. D'après le père de la seconde victime et ancien mentor de Goren, ce serait l'œuvre d'un tueur en série surgi du passé, longuement traqué mais jamais capturé. L'affaire prend alors une tournure plus personnelle lorsque l'un des membres de la brigade est kidnappé...

**DEXTER : LES ORIGINES
MIAMI VICE**



21h10



La police enquête sur l'enlèvement du fils du juge Powell spécialisé dans la lutte contre les cartels de la drogue à Miami. Ce dernier a reçu un colis contenant un doigt coupé. De son côté, Dexter traque un mafieux prêteur sur gages qui a déjà fait de nombreuses victimes. Pendant ce temps, Debra est en concurrence avec une riche héritière pour l'élection de capitaine des pom-poms girls de l'équipe de football du lycée. Elle décide d'organiser une fête. Un scénario dense qui propose de nombreux flash-back sur l'enfance de Dexter. Certains personnages n'évitent toutefois pas la caricature à l'image de Debra, adolescente écervelée.

ENVOYÉ SPÉCIAL



21h05



« Centres villes : péril en la demeure ! » : Chaque semaine, partout en France, des propriétaires, des locataires, sont chassés de chez eux par des arrêtés de péril car leurs logements sont fragilisés. En cause : un patrimoine immobilier vieillissant, parfois mal entretenu, soumis à des variations climatiques de plus en plus extrêmes • « Droque à domicile : une France sous stupéfiants » : Depuis quelques années, partout en France, la livraison de drogue remplace peu à peu les points de deal traditionnels. Toutes les drogues peuvent s'acheter en ligne, sans bouger de chez soi : cannabis, cocaïne, 3 MMC • « Valence... »

**ALICE DE L'AUTRE CÔTÉ
DU MIROIR**



21h10



Après avoir longuement navigué, Alice Kingsleigh rentre à Londres en 1875, pour se retrouver confrontée à des problèmes d'argent et aux préjugés sexistes d'une société corsetée. Profondément déçue, la jeune femme suit Absolom, désormais papillon, et, traversant un miroir, se retrouve précipitée une fois de plus au Pays des merveilles. Là, elle apprend de ses amis que le Chapelier fou est au plus mal. Ce dernier a perdu le sourire après s'être remémoré un tragique événement de sa jeunesse. Alice décide alors de l'aider... Après l'énorme succès de la relecture du classique de Lewis Carroll par Tim Burton, les studios Disney...

**LA SELECTION
DE MIDI LIBRE**



RAPA



20h55



En Galice. Alors qu'il se promène sur les falaises qui surplombent la ville de Cedeira, le professeur Tomàs Hernández porte secours à une femme qui ne survivra pas à ses blessures. Il s'agit d'Amparo Seoane, la maire de la ville. L'ambiance lourde de ce premier épisode nous transporte dans l'austère et grandiose campagne de Galice et ses traditions populaires : la "Rapa das bestas" évoque un rituel de soins prodigués dans les montagnes aux chevaux semi-sauvages. Le binôme d'enquêteurs mal assorti - un professeur de lettres et une policière sensible - s'avère prometteur.

**SUR LES TRACES DU PLUS
ANCIEN ADN**



21h05



Une équipe de scientifiques dirigée par le généticien évolutionniste danois Eske Willerslev est à la recherche de l'ADN le plus ancien trouvable sur Terre. En Islande, par exemple, ils se lancent dans le forage de lacs gelés en espérant y trouver des traces d'espèces qui existaient avant notre ère. Si Eske Willerslev préfère creuser les sols plutôt que rechercher des fossiles, c'est parce qu'il est persuadé que les traces d'excrément sont leur meilleure chance de trouver des fragments d'ADN exploitables. Selon lui, comprendre ces espèces pourrait être la clé pour la survie de l'humanité.

**MADEMOISELLE HOLMES
UNE HISTOIRE DE SOEURS**



21h10



Charlie est bouleversée par les photos vues chez Ben. Elle retrouve Samy sur une nouvelle enquête de disparition. Deux sœurs ont été agressées et l'une d'elle a été enlevée. Le temps est compté car celle-ci souffre d'une insuffisance cardiaque qui nécessite un traitement. Les deux sœurs travaillent également ensemble. L'une est une chorégraphe célèbre et l'autre son assistante en charge de son agenda. Des traces de pneu ont été retrouvés sur les lieux de l'enlèvement. Jules le fils de Chris intègre le commissariat la durée de son stage de seconde.

**LES 10 CATASTROPHES QUI
ONT MARQUÉ LA PLANÈTE**



21h05



Chaque année, la planète est confrontée à des événements qui marquent ses habitants à jamais et font de nombreux morts. Dans ce volet, retour sur les effondrements les plus terrifiants et sur ce qui les a provoqués : des tremblements de terre, ou des événements climatiques violents qui sont relayés dans les médias par la suite. Mais parfois c'est juste l'homme, par erreur ou incompétence, qui en est responsable.



Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : publicite@lemidi-dz.com

Standard : 028.13.30.56
Rédaction : Tél-Fax : 028.13.30.56
Publicité : Tél-Fax : 028.13.30.56
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, Avenue Pasteur, Alger
Tél : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : Maison de la presse 1^{er}- Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fadjr	06:13
Dohr	13:02
Asr	16:02
Maghreb	18:30
Icha	19:49

LIBÉRATION DE MARK FOGEL

UN SIGNE POUR LA FIN DE LA GUERRE EN UKRAINE



Mark Fogel, un citoyen américain de 63 ans, a été libéré par la Russie après avoir été détenu depuis août 2021. Ce geste a été salué par le président américain Donald Trump, qui y voit un potentiel tournant dans la relation entre les deux pays, et une opportunité pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Fogel avait été arrêté à l'aéroport de Cheremetievo à Moscou avec 17 grammes de marijuana, qu'il affirmait être destinés à un usage médical. Condamné à 14 ans de prison pour trafic de drogue, sa libération soulève de nombreuses interrogations, notamment sur les raisons qui ont poussé la Russie à le relâcher. Bien que

son avocat n'ait pas précisé les modalités exactes de cette libération, certains évoquent un geste de clémence ou un pardon. L'annonce de cette libération est intervenue après que Trump ait exprimé son espoir que ce geste soit le début d'une amélioration des relations avec la Russie, et qu'il puisse contribuer à mettre un terme au conflit en Ukraine. Trump a affirmé que cet acte pourrait ouvrir la voie à des négociations pour la paix, soulignant que la guerre avait déjà coûté la vie à des millions de personnes et qu'il était grand temps d'agir. Bien que Trump ait minimisé ce que les États-Unis avaient concédé pour obtenir la libération de Fogel, en déclarant « pas

grand-chose », il semble que cette démarche pourrait être perçue comme un premier signe de détente dans un contexte diplomatique tendu. L'espoir est désormais de voir cette bonne volonté russe se traduire par des actions concrètes pour mettre fin aux hostilités en Ukraine. Les autorités russes n'ont pas précisé les raisons exactes de la libération de Mark Fogel, mais cet événement a captivé l'attention des observateurs internationaux, qui y voient un possible signe de réchauffement diplomatique. Cependant, la communauté internationale reste prudente, attendant des actions supplémentaires pour confirmer une véritable volonté de paix.

AG ÉLECTIVE DE LA FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE FOOTBALL

Walid Sadi, seul candidat à sa propre succession

Le président sortant de la Fédération algérienne de football (FAF), Walid Sadi, est le seul candidat à sa propre succession à la tête de l'instance fédérale pour le mandat olympique 2025-2029, en vue de l'assemblée générale électorale (AGE) qui aura lieu le 25 février à Alger (10h00), a indiqué un communiqué de la Commission électorale sur le site officiel. La Commission électorale de la FAF, présidée par Maître Ali Bouaouina Abderrahmane, a approuvé mardi la candidature unique de Walid Sadi et sa liste composée de 12 membres dont deux vice-présidents ainsi que cinq membres suppléants, a indiqué la même source. Conformément à l'article 8 du code électoral de la FAF, la commission électorale avait fixé la date du 26 janvier 2025 à 17h00, date limite pour le dépôt des dossiers de candidatures, en conformité avec les exigences des nouveaux statuts de la FAF, approuvés par l'assemblée générale extraordinaire (AGEx). A la fin de la date limite, un seul dossier de candidature pour le poste de président a été déposé, à savoir celui du président sortant, Walid Sadi, ainsi que sa liste. La Commission électorale est composée de Maître Ali Bouaouina Abderrahmane (président), Maître Negnoug Othmane (membre), Maître Sellal Hakim (membre), Maître Ouzeguir Mohamed (membre) et M. Bahloul Farid (membre). Walid Sadi avait été élu le 21 septembre 2023 nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF) pour le reste du mandat olympique 2021-2024, en remplacement de Djahid Zefizef, démissionnaire.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

9 morts et 183 blessés en 24 heures

Neuf personnes sont décédées et 183 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, a indiqué, mercredi, un communiqué de la Protection civile.

Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Souk-Ahras avec 2 morts et 4 blessés, Alger (2 morts et 2 blessés), et Boumerdès (2 morts et 2 blessés), précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 22 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles dans plusieurs wilayas du pays, note le communiqué, déplorant la mort d'un homme intoxiqué par ce gaz à Souk Ahras.

MISE À JOUR DE LA LISTE INDICATIVE DU PATRIMOINE MONDIAL EN ALGÉRIE BALLALOU PRÉSIDE UN ATELIER DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

Le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a présidé un atelier de travail consacré au suivi des travaux du comité scientifique chargé de la mise à jour de la liste indicative du patrimoine mondial en Algérie et à la préparation des dossiers de classement sur la liste du patrimoine mondial de la Convention de l'Unesco de 1972 et ce, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du programme de valorisation du patrimoine culturel national d'importance universelle, a indiqué mardi un communiqué du ministère. A pris part aux travaux de ce comité, Mounir Bouchenaki, expert international en patrimoine mondial, ancien directeur général adjoint de l'Unesco et ancien directeur général du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Iccrom) dont "les contributions scientifiques ont permis le classement mondial de plusieurs sites culturels de pays arabes et africains". Fort de sa grande expérience et expertise dans ce domaine, M. Bouchenaki a présenté les principaux mécanismes techniques et scientifiques ainsi que les étapes suivies par l'Unesco

pour la mise à jour de la liste indicative du patrimoine mondial. Il a salué l'initiative de mise à jour et de révision de la liste indicative de l'Algérie, soulignant qu'elle "permettra une soumission officielle des dossiers de classement dès la première année suivant l'enregistrement de la nouvelle liste indicative". Pour ce qui est des aspects techniques de la préparation de cette liste, l'expert a souligné "la nécessité d'inclure les sites naturels pour garantir un équilibre entre le patrimoine culturel et naturel, un aspect sur lequel insiste l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)". M. Bouchenaki a également insisté sur "l'importance de définir avec précision le contenu de la déclaration de valeur universelle exceptionnelle des sites proposés, de déterminer les critères requis pour le classement et de vérifier les aspects relatifs à l'authenticité et à la bonne conservation, figurant parmi les normes essentielles du dossier de demande de classement mondial, rappelant la "nécessité d'avoir une vision claire sur la protection et la gestion des

sites proposés". Les interventions des experts sur l'état d'avancement de la préparation des dossiers relatifs à la mise à jour de la liste indicative nationale, qui comprend six (6) biens inscrits depuis 2002 et cinq (5) nouveaux biens, dont deux sites naturels, selon le même communiqué. "Le débat franc et approfondi a permis de faire le point sur l'état d'avancement de l'ensemble des dossiers, qui connaissent un progrès significatif, indique le communiqué, notant que le défi relatif à la présentation de la nouvelle liste indicative sera relevé dans les délais impartis. Au terme de la réunion, le ministre a rappelé la programmation d'une rencontre par visioconférence, le 19 février 2025, avec des experts de l'Unesco ainsi qu'avec des instances consultatives, à savoir l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le Conseil international des monuments et des sites (Icomos), afin d'assurer un accompagnement scientifique et de soutenir le travail des experts nationaux, et ce avant le parachèvement des dossiers en cours d'étude", conclut le communiqué.